

Droit social



Niveau d'étude
visé
BAC +7



ECTS
120 crédits



Composante
ISH - Institut
Sociétés et
Humanités



Langue(s)
d'enseignement
Français

Présentation

- * Le Master Droit des Affaires – Parcours Droit Social forme des avocats et juristes d'affaires spécialisés en droit social.
- * Ses fondateurs ont fait le choix, depuis sa création, d'une très forte coopération entre le monde universitaire et celui des praticiens.
- * La première année met davantage l'accent sur le droit des affaires et la deuxième sur le droit social. Les enseignements sont partagés entre des maîtres de conférences et professeurs d'université et des représentants du barreau ou de l'entreprise. L'ensemble de la promotion accomplit un apprentissage ou un stage au sein du réseau des partenaires du Master, ou rédige un mémoire professionnel sous la direction d'un maître de conférences ou professeur d'université.

Organisation des enseignements :

- * Nos étudiants bénéficient d'une double formation : juriste d'affaires généraliste et juriste spécialisé en droit social.
- * Cette double formation répond aux besoins du marché. Comment gérer une restructuration sans connaître les fondamentaux du transfert d'entreprise ? Négocier la rémunération du salarié inventeur sans aborder la propriété intellectuelle ? Mettre en place une prévoyance d'entreprise sans maîtriser le droit des assurances ? Dans les PME, les futurs professionnels mettent en œuvre tant la technique contractuelle propre au droit des affaires que le droit du travail et la gestion des RH. Dans les grandes entreprises et les cabinets d'avocats spécialisés, leur expertise technique nécessite souvent, au-delà de la seule matière sociale, une approche pluridisciplinaire.

- * La spécialisation en droit social permet aux étudiants d'aborder l'ensemble des grandes thématiques qui jalonnent la vie des entreprises. La formation théorique est assurée par des universitaires dotés d'une forte expérience d'enseignement et/ ou de recherche en droit du travail et de la protection sociale. La formation pratique est assurée par des professionnels issus du monde de l'entreprise ou de cabinets d'avocats spécialisés. Elle permet aux étudiants d'aborder des cas et dossiers concrets de nature à leur permettre de comprendre les enjeux opérationnels des questions qu'ils auront à traiter.

Au terme des deux ans de formation, les étudiants maîtrisent : La qualification, la négociation et les clauses du contrat de travail, La compétence et les règles applicables au conseil de prud'hommes, Les règles applicables au CDD, au travail à temps partiel et au travail intermittent, Les règles en matière de harcèlement, de discrimination et de libertés dans l'entreprise, La mise en œuvre de la procédure disciplinaire et la rupture du contrat de travail pour motif personnel (démission, résiliation, prise d'acte, licenciement), Le licenciement pour motif économique (motifs, critères d'ordre, reclassement, consultation du CSE, mise en place du PSE, etc.) et les accords de performance collective, Les ruptures d'un commun accord du contrat de travail (RCH, PDV, RCC, congé de mobilité), Le régime fiscal et social de la rupture du contrat de travail et l'indemnisation du salarié privé d'emploi, L'organisation des syndicats dans l'entreprise, La négociation collective d'entreprise, de groupe et de branche, La mise en place et la gestion du CSE et les règles applicables aux salariés protégés, Le droit du temps de travail et de la rémunération et les règles applicables au travail de nuit et au repos dominical, L'épargne salariale et l'actionariat salarié, Les conséquences sociales du transfert d'entreprise (transfert des contrats de travail, mise en cause des accords

collectifs, sort du CSE), L'organisation et le contentieux de la sécurité sociale, Les règles d'assujettissement aux cotisations sociales et le contrôle URSSAF, La gestion des accidents du travail et des maladies professionnelles et non professionnelles, La mise en place et la gestion des systèmes de prévoyance et de retraite d'entreprise.

- * Possibilité VAPP - VAE,
- * Possibilité de valider un ou des blocs de compétences ou équivalences en accord avec les enseignants.

[Consulter notre page linkedin](#)

Savoir faire et compétences

- * connaître la législation sociale applicable à toutes situations
- * savoir organiser et animer la consultation des institutions représentatives du personnel d'une entreprise
- * être capable de rédiger toutes formes de contrats de travail
- * maîtriser l'intégralité d'une procédure disciplinaire à l'encontre d'un salarié
- * mettre en oeuvre une démarche de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences
- * piloter la mise en place d'une convention collective ou d'un accord collectif de travail

Dimension internationale

- * Mobilité académique
- * Possibilité de semestre d'études dans les différentes universités partenaires (Canada, Pologne, Espagne, Autriche...)
- * Pour plus d'informations sur la mobilité internationale, consultez [ici](#)

Organisation

Stages

- * En M1 et en M2, apprentissage, stage (230 heures minimum) ou mémoire obligatoire.
- * Elaboration du projet professionnel
- * Le projet professionnel de chaque étudiant est élaboré en lien avec les responsables du Master. Au cours des deux années, l'étudiant pourra alternativement orienter sa formation vers le droit des affaires et/ou le droit social et opter pour l'apprentissage, le stage ou le mémoire. Une combinaison de ces possibilités est envisageable (par exemple, mémoire en M1 et stage en M2). Le réseau des partenaires du Master est mis à disposition des étudiants. Des recherches complémentaires peuvent être effectuées au gré des besoins, dans la région Hauts-de-France ou ailleurs, avec l'appui des responsables du Master. Il est également souhaitable que les étudiants participent à l'enrichissement du réseau en apportant le cas échéant leur propre proposition de contrat d'apprentissage ou de convention de stage.

Admission

Pré-requis nécessaires

Avoir suivi 3 années d'enseignements post-bac de formation comportant des enseignements juridiques

Compétences nécessaires

Compétences juridiques suffisantes équivalentes à une licence 3 en droit

Et après

Finalité Master : Professionnel

Insertion professionnelle

Professions juridiques

Intitulés métiers visés

- * Direction des ressources humaines
- * Direction des relations sociales
- * Service juridique d'entreprise
- * Organisation syndicale de salariés
- * Organisation syndicale d'employeur
- * Administration du travail
- * Magistrat (ENM)
- * Avocat (CRFPA et CAPA)

Débouchés concours (secteurs et intitulés)

Plusieurs directions sont envisageables :

- * la préparation de l'examen d'avocat (notamment à l'IEJ de Valenciennes) ;
- * la préparation de la magistrature ;
- * la préparation d'un concours administratif (par ex. : inspection du travail) ;
- * la préparation d'une thèse (notamment au laboratoire CRISS).

Taux de réussite BAC BP : -1.0

Taux de réussite BAC BT : -1.0

Taux de réussite BAC ES : -1.0

Taux de réussite BAC L : -1.0

Taux de réussite BAC S : -1.0

Taux de satisfaction : -1.0

Infos pratiques

Contacts

Secrétariat

ish.master.droit@uphf.fr

Secrétariat

ish.master.droit@uphf.fr

Secrétariat

ish.master.droit@uphf.fr

Secrétariat alternance

ish.alternance.master@uphf.fr

Secrétariat alternance

ish.alternance.master@uphf.fr

Secrétariat

ish.master.droit@uphf.fr

Programme

Volume horaire global : 878

Année 4

DROIT INTERNATIONAL PRIVE	4 crédits
MODULE POLYTECHNIQUE	4 crédits
DROIT PROPRIETE INTELLECT	4 crédits
DROIT DES SURETES	4 crédits
DROIT DES ASSURANCES	4 crédits
EUROPEAN BUSINESS LAW	4 crédits
MODULE OUVERTURE	2 crédits
DROIT SOCIAL APPROFONDI	4 crédits
RAPPORT STAGE OU MEMOIRE	4 crédits
DROIT COMMERCE INTERNATIO	4 crédits
DROIT DES TRANSPORTS	4 crédits
DROIT PROC COLLECTIVES	4 crédits
DROIT PROTECTION SOCIALE	4 crédits
COMPTABILITE	4 crédits
LANGUE VIVANTE	4 crédits
METHODO NOTE SYNTHESE	2 crédits

Année 5

INITIATION A LA RECHERCHE ET STRATEGIE JURIDIQUE	4 crédits
DROIT PENAL DE L'ENTREPRISE	5 crédits
MODULE POLYTECHNIQUE	
DROIT DES RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL APPROFONDI	5 crédits
CONTENTIEUX ET MODES AMIABLES DU DROIT DES AFFAIRES	4 crédits
ANGLAIS DES AFFAIRES	2 crédits
DROIT DES SOCIETES APPROFONDI	5 crédits
DROIT DES RELATIONS INDIVIDUELLES DE TRAVAIL APPROFONDI	5 crédits
DROIT SOCIAL DES AFFAIRES	4 crédits
ALTERNANCE ET MEMOIRE	12 crédits
DROIT DE L'EMPLOI	4 crédits
PRATIQUES DES RELATIONS INDIVIDUELLES DU TRAVAIL EN ENT	4 crédits
PRATIQUES DES RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL EN ENT	4 crédits
ANGLAIS DES AFFAIRES	2 crédits